ment, et les dépôts dans les banques d'épargnes spéciales, mais il ne comprend pas les dépôts dans les banques incorporées et dans les sociétés de prêts et de construction :—

DÉPOTS DANS LES BANQUES D'ÉPARGNES SOUS-MENTIONNÉES.

Année terminée le 30 juin.	Banques d'épargnes postales.	Autres banques d'é- pargnes du gouvernement.	Banques d'épargnes spéciales.	Totaux.
	\$	\$	\$	s
1868	204,589	1,483,219	3,369,799	5,057,607
1869	856,814	1,594,525	3,960,818	6,412,157
1870	1,588,849	1,822,570	5,369,103	8,780,522
1871	2,497,260	2,072,037	5,766,712	10,336,009
1872	3,096,500	2,154,233	5,557,126	10,807,859
1873	3,207,052	2,958,170	6,768,662	12,933,884
1874	3,204,965	4,005,296	6,811,009	14,021,270
1875	2,926,090	4,245,091	6,611,416	13,782,597
1876	2,740,952	4,303,166	6,519,229	13,563,347
1877	2,639,937	4,830,694	6,054,456	13,525,087
1878	2.754,484	5,742,529	5,631,172	14,128,185
1879	3,105,191	6,102,492	5,494,164	14,701,847
1880	3,945,669	7,107,287	6,681,025	17,733,981
1881	6,208,227	9,628,445	7,685,888	23,522,560
1882	9,473,661	12,295,001	8,658,435	30,427,096
1883	11,976,237	14,242,870	8,791,045	35,010,152
1884	13,245,553	15,971,983	8,851,142	38,068,679
1885	15,090,540	17,888,536	9,191,895	42,170,971
1886	17,159,372	20,014,442	9,177,132	46,350,946
1887	19,497,750	21,334,525	10,092,143	50,924,418
1888	20,689,033	20,682,025	10,475,292	51,846,350
[889	23,011,423	19,944,934	10,761,061	53,717,419
1890*	21,990,653	19,021,812	10,908,987	51,921,452
1891	21,738,648	17,661,378	10,982,232	50,382,258
1892	22,298,402	17,231,146	12,236,100	51,765,648
1893	24,153,194	17,696,464	12,823,836	54,673,494
1894	25,257,868	17,778,144	12,919,578	55,955,590

^{*} Faux d'intérêt sur les dépôts dans les banques d'épargnes du bureau de poste et autres banques du gouvernement, réduit de 4 pour 100 à $3\frac12$.

Le montant par tête de la population était, en 1871, de \$2.96, en 1881, \$5.44, et en 1891, \$10.42. En 1893, ce montant était de \$11.02 et en 1894, de \$11.14 par tête.

Le tableau précédent montre clairement le développement des épargnes du public. Ces chiffres ne font pas voir jusqu'à quel point réel cette augmentation s'est opérée car il y a des sommes considérables dans les branches d'épargnes des banques incorporées et dans d'autres institutions. Si l'on prend les chiffres ci-haut mentionnés, il est facile de constater que depuis 20 ans, de 1875 à 1894, les épargnes du public se sont accrues et qu'à présent elles s'élèvent à quatre fois plus, par tête de population, de ce qu'elles étaient au commencement de cette période.

Les caisses d'économie spéciales qui forment les principales institutions de la province de Québec, une à Montréal et l'autre à Québec, et les deux genres de banques d'épargnes qui sont sous le contrôle du gouvernement fédéral, démontrent un développement pendant les deux années dernières, lorsque la pression du commerce en général exerça une dépression sensible